

Le contexte

La question du "C". Que signifie encore un "enseignement catholique" dans un siècle sécularisé? Telle était la question à laquelle a répondu dans *La Libre* du 19 août Étienne Michel. Le directeur général du Segec (le Secrétariat général de l'enseignement catholique, qui est le principal réseau libre) expliquait que "la référence à la tradition chrétienne est mobilisée pour contribuer à la formation de l'identité des élèves dans un contexte de pluralité". Il précisait qu'"il s'agit toutefois de s'interdire tout prosélytisme en encourageant la liberté de penser et la capacité à se forger ses propres opinions".

Réactions. Nous avons reçu différentes réactions contradictoires et nous en publions deux ce lundi. Elles ne portaient pas sur une hypothétique fusion des réseaux (la liberté de l'enseignement étant d'ailleurs inscrite dans la Constitution), mais sur cette référence au "catholicisme". La question de fond étant celle-ci: le recours à une tradition particulière est-il un carcan qui enferme, empêche ou exclut? Ou est-il un socle sur lequel se hisser pour pouvoir regarder plus loin? Et si la réponse est entre ces deux points de vue, quand faudrait-il explicitement mentionner cette tradition?

L'école libre doit-elle rester catholique?

"L'école catholique doit s'inspirer... des Scouts"

En Belgique francophone, environ 50% des enfants sont scolarisés dans l'enseignement libre subventionné, soit près de 500 000 jeunes. Ce qui est un choix de confiance mais aussi d'inclusion et d'excellence doit cesser d'être corrélié à un choix confessionnel lié à la tradition chrétienne, car cela contredit de fait l'esprit de coopération et de rencontre que l'on peut trouver dans ce réseau d'enseignement.

De Saint-Louis au Sacré-Cœur, de Martin V à Notre-Dame du Rosaire, l'inspiration chrétienne est limpide dans l'enseignement libre et fait partie tout à la fois de son histoire et de son héritage. En 2022, force est néanmoins de constater que si le message chrétien conserve de sa pertinence, il n'en reste pas moins que notre société est largement sécularisée, depuis longtemps et peut-être définitivement. Je ne juge pas ici que cela soit heureux ou triste: c'est un fait qui doit être pris en compte. L'enseignement libre n'est pourtant pas que chrétien, ne portant de valeurs qu'exclusivement issues des Évangiles: il l'est aussi par le rapport harmonieux qu'il cherche à faire se dresser chez les jeunes entre l'épanouissement et le bien commun; par la tradition d'accueil à tous, qu'il/elle vienne d'ici ou de très loin; par une exigence bienveillante qui respecte tout le monde, tire le groupe vers le haut et incite chacun à réaliser son potentiel.

"Les Scouts" partagent pour l'essentiel les mêmes origines et valeurs que l'enseignement libre. Ce mouvement s'adresse par ailleurs à des jeunes du même âge, de l'enfance à l'âge adulte. Cette fédération de mouvements de jeunesse a effectué il y

a une vingtaine d'années, pas à pas et au long d'un processus collectif qui force le respect, une mue essentielle pour en abolir progressivement toute référence religieuse. Mieux encore, cela put se faire sans renier son héritage, comme pour quitter de bons souvenirs tout en se préparant un meilleur avenir, sans à-coups, ni fièvres. Cela lui a permis ces dernières années de s'ouvrir à tous, d'élargir ses publics et d'être aujourd'hui plus diversifié et inclusif que jamais.

Il existe d'autres exemples de sécularisation volontaire réussie par certaines organisations issues de l'orbite sociale-chrétienne: les "Jeunes organisés et combattifs" de 2021 n'ont rien à envier à la "Jeunesse ouvrière chrétienne" fondée il y a presque cent ans et ne la renient pas. Leurs combats d'aujourd'hui sont la continuation des luttes sociales d'hier. Dans le même ordre d'idée, le premier syndicat français, la CFDT, a été créé en 1919 comme confédération des syndicats chrétiens mais a su s'ouvrir dès 1964, il y a près de soixante ans... et est depuis devenu le premier syndicat français en restant fidèle à ses principes fondateurs. Il en va de même pour la Ligue des familles, qui défend aujourd'hui par ses combats toutes les situations familiales, défend pour tous des valeurs d'émancipation et de solidarité mais aussi de pluralisme et d'inclusion.

Pourquoi pas "Rosa Parks"?

Pour en être issu et y scolariser les enfants, je pense qu'une évolution de ce type pour l'école libre est aujourd'hui nécessaire et bienvenue. Dans les faits, les cours de religion en secondaire sont devenus depuis des décennies des cours de

découverte des religions (au pluriel), d'éveil spirituel, philosophique et citoyen. En maternelle et primaire, les leçons actuelles pourraient très bien être mieux utilisés pour éveiller les enfants au monde – à sa beauté, à sa complexité comme à l'altérité qu'ils vivent bien souvent au quotidien dans leurs classes –, véritable vaccin contre tant de formes d'obscurantisme. Dans tous les cas, ces cours ont l'avantage d'être reçus tous ensemble et non séparément... C'est en effet l'une des forces de l'enseignement libre, car comment comprendre la séparation des enfants sur base confessionnelle... alors que le vivre-ensemble est un enjeu crucial dans notre société plus multiculturelle que jamais?

Cette évolution ne serait, telle que je la conçois, pas du tout un abandon de valeurs, mais bien une évolution en phase avec notre siècle et qui pourrait s'incarner différemment. En quoi une école baptisée "Rosa Parks" serait-elle moins inspirante que "Notre-Dame"? Nelson Mandela ne trouverait-il pas pleinement sa place, en termes de sens, dans l'enseignement libre au même titre que saint François de Sales? La "fusion des réseaux" est un principe défendable mais n'est pas d'actualité pour différentes raisons constitutionnelles et financières. Cela exonère-t-il l'enseignement libre de toute responsabilité globale d'accueil et d'ouverture à tout un chacun? Loin de là, ça l'y encourage d'autant plus et son pluralisme inclusif devrait faire sa force: l'engagement individuel au profit du collectif, l'accueil sans a priori, la solidarité et la fraternité, le partage et le respect... sont des principes que j'ai acquis tant dans l'enseignement libre que dans le scoutisme. Faisons vivre les valeurs et principes qui nous sont chers, entendons le message au-delà du message, mais dégageons-nous des croyances et des dogmes.



Quentin le Bussy
Conseiller communal à la Ville de Liège (liste Vert ardent)



“Nommer sa filiation n’est pas du prosélytisme, mais une question d’honnêteté et, parfois, de courage”



Merci à Étienne Michel d’oser assumer son héritage, de maintenir une référence explicite à la foi et à la spiritualité chrétiennes dans une société telle que la nôtre. Étonnamment, en effet, en Belgique, il y a encore un enseignement affiché clairement comme catholique alors que ce pays ne l’est plus guère. En communauté française et germanophone, 42% des enfants fréquentent l’école primaire catholique, 60% l’enseignement secondaire (et plus encore en Flandre). Le poids de l’histoire explique cela, bien sûr. Beaucoup de Belges voulaient une éducation catholique pour leurs enfants et y ont mis le prix de leur dévouement. Mais quel sens y a-t-il aujourd’hui à entretenir, à grands frais et dans des conditions moins favorables que dans l’officiel, un tel appareil éducatif? S’il ne s’agissait que d’encadrer les catholiques pratiquants, cela ne se justifierait plus guère.

Un service à la société

Heureusement, les croyants ne se veulent pas une communauté identitaire, repliée sur elle-même; ils sont au service de la société, comme tout citoyen, d’ailleurs. Ils estiment avoir quelque chose qui leur est propre à apporter, et pas seulement la religion (même si, à raison, l’enseignement de celle-ci y est obligatoire). Il ne s’agit cependant pas de prosélytisme; dans certains pays musulmans, par exemple, les écoles chrétiennes sont fréquentées

© BLAISE DEHON

par de nombreux non-chrétiens. S’il s’agissait de recrutement déguisé, les parents l’auraient vite remarqué et n’y auraient plus inscrit leurs enfants.

Pour répondre à mon étonnement, je me suis plongé dans “Mission de l’école chrétienne. Projet éducatif de l’enseignement catholique”, édition d’août 2021. “Chaque génération, estiment les auteurs de la brochure de 24 pages, est invitée à se réapproprier les intuitions fondatrices du projet éducatif; à les confronter aux défis de son époque, à les réinterpréter dans

un contexte de mutations culturelles, écologiques, politiques et sociales.” Petit bijou que ce texte. La tradition chrétienne en est le socle – “au contraire de l’État, nos établissements n’ont pas de devoir de neutralité convictionnelle” –, mais dans l’ouverture et le respect aux autres convictions. Il s’agit d’un véritable service à la société, offert à tous.

La personne est au centre. L’école chrétienne veut conduire chaque jeune – et particulièrement les plus vulnérables – vers l’âge adulte au cours d’un parcours de décentrement de soi, dans cinq directions: le développement cognitif et pratique de la personne, le rapport aux autres, la sensibilité esthétique, l’accomplissement corporel, la dimension religieuse et spirituelle, sans oublier l’éducation à la citoyenneté politique, le respect de la nature, la justice climatique... Quel programme!



Charles Delhez
Prêtre jésuite

Dans le dialogue

Si la foi chrétienne constitue la référence privilégiée, l’école catholique veut ouvrir à cette dimension religieuse et spirituelle en

maintenant le dialogue avec les autres voies. “Par la diversité qui la compose, l’école catholique constitue un laboratoire du dialogue qu’elle appelle de tous ses vœux.”

La tradition judéo-chrétienne n’est donc jamais imposée, même si un soutien est apporté aux équipes de pastorale scolaire. Elle demeure cependant la référence première comme patrimoine culturel et comme ressource pour les questions d’existence. Les Évangiles, estiment les auteurs, prolongent et nourrissent l’interprétation des valeurs communes de notre culture “en leur imprimant un surcroît de radicalité à travers l’amour, le pardon, l’option pour les pauvres, le don sans retour”.

“Dans une société du tout-marchant, le bénévolat fait vivre le réseau. Dix mille bénévoles s’activent dans près de 800 établissements.” “Nos écoles portent ainsi un témoignage éclatant de la puissance de l’association de la société civile de notre pays.” Ces personnes se regroupent librement et organisent les établissements scolaires, en vertu de la liberté de réunion et d’association, droit fondamental de nos démocraties. Le principe de subsidiarité, un des grands piliers de la vision sociale de l’Église, est ainsi mis en œuvre: les décisions sont prises, dans la mesure du possible, à l’échelon le plus bas. Confiance est donc faite à tous ceux qui, à tous les niveaux, font vivre les écoles catholiques.

Nommer sa filiation n’est pas du prosélytisme, mais question d’honnêteté et de transparence et, dans certaines circonstances, de courage.